

INTERNATIONAL • CONFLIT ISRAËL-HEZBOLLAH

Benyamin Nétanyahou conforté en interne par l'offensive contre le Hezbollah au Liban

Le premier ministre israélien, attendu devant l'Assemblée générale de l'ONU, bénéficie d'une forme d'union nationale face au mouvement chiite et à l'Iran.

Par Jean-Philippe Rémy (Jérusalem, correspondant) et Louis Imbert (Jérusalem, envoyé spécial)

Publié hier à 10h35, modifié hier à 11h47 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Le Conseil de sécurité des Nations unies, à New York, le 25 septembre 2024. DAVID DEE DELGADO / REUTERS

C'est un moment comme Benyamin Nétanyahou les affectionne. En pleine campagne aérienne israélienne contre le Hezbollah, prélude possible à une guerre terrestre au Liban, menaçant d'ouvrir un conflit à l'échelle du Moyen-Orient, le premier ministre devait arriver, jeudi 26 septembre à

l'Assemblée générale des Nations unies, à New York. Il a la certitude d'être écouté avec attention lorsqu'il y prononcera son discours, dans les heures suivantes. Il est attendu sur ses intentions concernant le conflit en cours au Liban.

Lire aussi | [En direct, guerre au Proche-Orient : Benyamin Nétanyahou demande à son armée de « poursuivre les combats avec toute la force nécessaire »](#)



Après plusieurs jours d'une campagne de bombardements intenses qui ont sérieusement mis à mal le Hezbollah, le dirigeant israélien peut décider d'opter pour une extension des opérations au Liban, sous la forme d'une offensive terrestre, afin d'y dégager une zone tampon. Il peut, aussi, choisir le chemin vers un arrêt de l'escalade, en acceptant un plan de cessez-le-feu poussé par la France, les Etats-Unis, des pays arabes et européens.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Cette option semble bien ténue. Mercredi, le chef d'état-major, Herzi Halevi, a affirmé, dans le nord du pays où les renforts affluent – deux brigades supplémentaires de réservistes vont être dirigées vers la zone : « *Nous préparons une manœuvre, cela veut dire que vos bottes de soldats (...) vont entrer en territoire ennemi, pénétrer dans des villages que le Hezbollah a transformés en positions militaires, dotées d'infrastructures souterraines.* » Le même jour, à New York, l'ambassadeur israélien à l'ONU, Danny Danon, prévenait : « *Si la diplomatie échoue pour permettre à nos habitants de retourner chez eux [quelque 60 000 Israéliens du nord du pays ont dû quitter leur domicile au cours des derniers mois], alors nous utiliserons tous les moyens à notre disposition, dans le respect du droit international.* »

Lire aussi | [Les Etats-Unis et la France appellent à un cessez-le-feu de vingt et un jours au Liban](#)



Il est question de guerre régionale, d'Iran – soutien du Hezbollah –, de « *menace existentielle* » pour Israël. Pour le premier ministre, le vacarme des armes à la frontière libanaise a aussi pour avantage de couvrir celui des opérations et bombardements qui se poursuivent à Gaza. Il est pourtant impossible de déconnecter le conflit au Liban de la guerre dans l'enclave, notamment parce que le Hezbollah a sans cesse répété, depuis qu'il a commencé les tirs en direction d'Israël le 8 octobre 2023, au lendemain de l'attaque du Hamas en Israël, qu'il y mettrait fin dès qu'un accord entre l'Etat hébreu et le mouvement islamiste palestinien interviendrait.

« Une image de force »

Or, les médiateurs internationaux qui tentent d'obtenir un accord ont perdu espoir d'amener les deux parties à s'entendre. En Israël, cette réticence, encouragée par la composante d'extrême droite de la coalition, qui qualifie tout accord de reddition, est attribuée en grande partie à l'intransigeance du premier ministre. Elle suscite une émotion croissante, avec une partie de l'opinion effarée par la perspective de la mort presque certaine des otages israéliens – la moitié d'entre eux sont déjà décédés, selon Benyamin Nétanyahou – si le conflit se poursuit à Gaza.

Cette position divise la société. Certes, une partie de l'opinion, classée entre le centre et la gauche, continue d'accuser le premier ministre, lors des manifestations hebdomadaires en faveur de l'accord pour libérer les otages, de saboter tout accord, au profit d'une fuite en avant destinée à se maintenir au pouvoir pour repousser les procédures judiciaires engagées contre lui dans des affaires de corruption. Mais une autre partie du pays plébiscite la guerre à outrance contre le Hamas. Gaza, en raison des otages, est donc un facteur de division. Le Liban, à l'inverse, parce qu'il suggère l'entrée en jeu de l'ennemi par excellence, l'Iran, unifie les Israéliens et rehausse leur opinion au sujet du premier ministre.

Lire aussi |  [Conflit Israël-Hezbollah : « L'embrasement ne deviendra régional que si l'un des protagonistes se trompe sur les intentions de l'autre »](#)



En agrégeant différentes études, Dahlia Scheindlin, spécialiste de l'analyse des sondages à Century International, think tank de Tel-Aviv, a constaté dès le mois d'avril, dans la foulée de l'attaque de drones et missiles iraniens, repoussée par l'armée israélienne et ses alliés, une remontée de sa popularité, liée à la menace d'un embrasement régional. « *Tant que la guerre se concentrerait sur Gaza, Nétanyahou a connu ses pires résultats dans les sondages. Mais il a bénéficié, avec son parti, le Likoud, de chaque étape de l'escalade régionale. L'opinion la perçoit comme une reprise de l'initiative. Elle projette une image de force, et jusqu'ici, les gens estiment qu'ils peuvent vivre avec ce risque* », analyse-t-elle. Le 23 août, un sondage du quotidien *Maariv* sur les intentions de vote donne le Likoud en tête pour la première fois depuis le 7 octobre 2023 en cas d'élections.

« Tout est lié à Gaza »

En dépit de la corrélation évidente entre la guerre à Gaza et celle menée au Liban, l'opinion publique israélienne continue de considérer ces deux facteurs séparément et se laisse gagner par un sentiment réconfortant d'unité nationale face à la menace du Hezbollah et de l'Iran, une zone où Benyamin Nétanyahou aime à se présenter en homme de la situation.

Lire aussi |  [L'escalade au Liban met sous tension l'Assemblée générale de l'ONU](#)



Pendant de longs mois, le premier ministre a été hostile à une guerre au Liban, contrairement au ministre de la défense, Yoav Gallant, et au chef d'état-major, Herzi Halevi. Cela, en dépit de plans formés de longue date, et qui ont absorbé l'attention, l'énergie et les moyens de l'armée, au point de lui faire négliger le Hamas. Les plans d'une campagne massive de frappes contre le Hezbollah ont été formalisés il y a une dizaine d'années, lorsque le mouvement chiite, après la guerre de 2006, a commencé à développer, avec l'aide de l'Iran, un arsenal de roquettes et de missiles capable de saturer les défenses aériennes israéliennes.

Pendant plus d'une décennie, afin de contrer la menace, les responsables israéliens ont élaboré un « plan de frappes » d'une extrême précision, enrichi au fil du temps. C'est ce plan qui est aujourd'hui mis en pratique. Il fonctionne, à ce stade, puisque le Hezbollah n'a pas lancé de vagues de roquettes et

de missiles, et voit ses stocks et ses sites de lancement détruits méthodiquement.

Lire aussi |  [L'embarras de l'Iran face à l'offensive israélienne contre le Hezbollah](#)



Ces premiers résultats renforcent l'unanimité politique israélienne à ce sujet, opposition comprise. Yaïr Golan, qui a pris la tête d'une formation classée à gauche, les Démocrates, fusion du parti Haavodah (travailliste) et de Meretz (gauche), préconise que l'armée israélienne prenne le contrôle d'une bande de 500 mètres de large au Liban.

Cet unanimisme guerrier étonne Assaf Sharon, analyste politique et professeur au département de philosophie de l'université de Tel-Aviv : « *On est en train de tout mettre à l'envers. On pense qu'on résout une situation problématique dans le Nord et on s'en félicite, mais ce qu'on oublie, c'est qu'en tout premier lieu, si un accord avait été trouvé à Gaza, comme le recommandait une grande partie des responsables militaires, on n'en serait pas là.* » Et d'ajouter : « *Le rôle de l'opposition devrait être de rappeler que tout est lié à Gaza, mais elle l'évite consciencieusement.* »

Quant à la composante d'extrême droite de la coalition de Benyamin Nétanyahou, elle prône avec ferveur une opération terrestre au Liban, certains de ses membres rêvant même d'y établir des colonies.

Jean-Philippe Rémy (Jérusalem, correspondant) et **Louis Imbert** (Jérusalem, envoyé spécial)

Services Le Monde

Découvrir



Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Testez votre culture générale avec la réda du Monde